

Burundi : des cas de criminalité avec armes persistent

@rib News, 28/005/2013 - Source Xinhua Des cas de criminalité avec armes à travers notamment des actes de viol, de banditisme et des conflits fonciers persistent au Burundi malgré des résultats obtenus en matière de désarmement et de lutte contre la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC), a reconnu mardi à Bujumbura M. Thérence Sinunguruza (photo), premier Vice-président de la République du Burundi. M. Sinunguruza, qui présidait une cérémonie de lancement officiel des ateliers préparatoires pour la 2^eme campagne nationale de désarmement de la population civile, a souligné que même si la 1^{re} campagne nationale de désarmement volontaire de la population civile, organisée du 19 au 28 octobre 2009, a abouti au retrait de plus de 20.000 armes de la population civile et entraîné ainsi une réduction de la violence armée de 38% dans certaines provinces burundaises, force est de constater que les crimes commis par des malfaiteurs en violation de la loi continuent à se perpétuer par ici par là au détriment de la paix et de la stabilité dans le pays.

Selon M. Sinunguruza, la perméabilité des frontières avec les pays voisins et particulièrement la présence des groupes armés dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) constituent une facilité au réarmement de la population burundaise. Pour cela, a-t-il plaidé, des activités en matière de sensibilisation et de désarmement doivent se poursuivre. Il a promis que ceux qui auront remis volontairement les armes, bénéficieront en retour des microprojets de développement communautaire pour avoir fait preuve de leur engagement pour la paix. De son côté, le directeur Pays PNUD, Xavier Michon, a souligné que la situation sécuritaire dans la sous-région reste volatile et que cet état de fait n'épargne pas le Burundi. Pour M. Michon, à l'analyse, il apparaît de toute évidence que les nouvelles formes de violence observées au Burundi après les élections de 2010, a poussé certaines personnes à se réarmer. Il en découle que malgré les avancées significatives enregistrées en termes de lutte contre la prolifération des ALPC, a-t-il commenté, la violence armée au Burundi demeure toujours un obstacle majeur au développement. Les conflits, a-t-il ajouté, sont souvent aggravés par la présence des armes légères. M. Michon a affirmé aussi que cette campagne de désarmement prévue sur une campagne de deux ans, est un pas de plus vers la paix et contribuera aussi à la création d'un climat sécuritaire pendant la période des élections de 2015 et la prévention au recours à la violence armée. D'après le ministre burundais de la Sécurité Publique, le Commissaire de Police Principal Gabriel Nizigama a signalé qu'en matière de désarmement de la population civile, les réalisations faites ont déjà abouti globalement au retrait de 80.000 ALPC de différentes sortes et plus de 35.000 cartouches.